



NIGER

Les autorités suspendent la radio BBC pour trois mois et portent plainte contre RFI pour diffusion d'informations erronées

CÔTE D'IVOIRE

Charles Blé Goudé négocie sa réinscription sur la liste électorale, tout sur son tête-à-tête avec le président de la CEI

TCHAD

L'armée française amorce son retrait de N'Djamena, les premiers avions de combat ont quitté le pays

CÔTE D'IVOIRE, MALI, BURKINA FASO

Le Fonds africain de développement investit 156 millions d'euros dans un projet routier ambitieux

GRAND FORMAT

TIDJANE THIAM VS JEAN-LOUIS BILLON

DUEL POUR L'AVENIR
DU PDCI ET DE LA
CÔTE D'IVOIRE



SOMMAIRE

POLITIQUE

NIGER : LES AUTORITÉS SUSPENDENT LA RADIO BBC POUR TROIS MOIS ET PORTENT PLAINE CONTRE RFI POUR DIFFUSION D'INFORMATIONS ERONÉES

3 - 4

CÔTE D'IVOIRE : CHARLES BLÉ GOUDE NÉGOCIE SA RÉINSCRIPTION SUR LA LISTE ÉLECTORALE, TOUT SUR SON TÊTE-À-TÊTE AVEC LE PRÉSIDENT DE LA CEI

5

NIGER : NOUVELLE ATTAQUE MEURTRIÈRE D'HOMMES ARMÉS PRÈS DE LA FRONTIÈRE BURKINABÉ, UN VILLAGE COMPLÈTEMENT INCENDIÉ

6

GUERRE AU SOUDAN : UN BILAN TRAGIQUE DE 176 MORTS EN SEULEMENT DEUX JOURS DE BOMBARDEMENTS

7

TCHAD : L'ARMÉE FRANÇAISE AMORCE SON RETRAIT DE N'DJAMENA, LES PREMIERS AVIONS DE COMBAT ONT QUITTÉ LE PAYS

8

SÉNÉGAL : BARTHÉLÉMY DIAS, LE MAIRE DE DAKAR, DÉCHU DE SON MANDAT PARLEMENTAIRE, ANNONCE SON INTENTION DE DÉPOSER UN RECOURS

9

TIDJANE THIAM VS JEAN-LOUIS BILLON : DUEL POUR L'AVENIR DU PDCI ET DE LA CÔTE D'IVOIRE



10 - 16

GRAND FORMAT

CAMEROUN : LE BUDGET DE 7 318 MILLIARDS FCFA POUR L'ANNÉE 2025 ADOPTÉ PAR LE PARLEMENT

17 - 18

TOGO : LES PRIX DU CARBURANT À LA POMPE CHUTENT DE 80 FCFA

19

CÔTE D'IVOIRE, MALI, BURKINA FASO : LE FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT INVESTIT 156 MILLIONS D'EUVROS DANS UN PROJET ROUTIER AMBITIEUX

20

SOCIÉTÉ

CÔTE D'IVOIRE : L'ARCHEVÈQUE IGNACE BESSI DOGBO NOMMÉ CARDINAL PAR LE PAPE FRANÇOIS

21 - 22



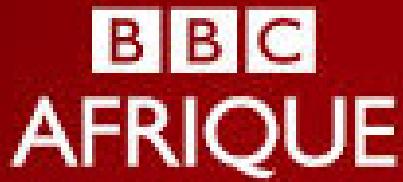
NIGER 

**LES AUTORITÉS SUSPENDENT LA RADIO
BBC POUR TROIS MOIS ET PORTENT
PLAINE contre RFI pour diffusion
d'informations erronées**



Les autorités suspendent la radio BBC pour trois mois et portent plainte contre RFI pour diffusion d'informations erronées

Photo : FACEBOOK



Les autorités nigériennes ont décidé de suspendre la radio BBC pour une durée de trois mois, à compter du jeudi 12 décembre 2024. Cette décision fait suite à des accusations selon lesquelles la radio anglophone aurait diffusé des bilans non officiels concernant les récentes attaques sur le territoire national. La suspension concerne en particulier la couverture de l'attaque sur le village de Chatoumane, qui aurait causé la mort de plus d'une centaine de personnes. Les autorités nigériennes ont fermement démenti ces allégations, qualifiant les informations de « fausses » lors d'une déclaration faite mercredi soir.

Lors d'une réunion du Conseil des ministres, le gouvernement a également annoncé son intention de porter plainte contre RFI, qu'il accuse d'avoir orchestré une « vaste campagne de désinformation ». Dans son journal de midi, la BBC Afrique avait rapporté que des militaires présumés avaient mené deux attaques simultanées à Chatoumane et dans la région de Téra, faisant état d'un bilan de 130 morts. Cette information a été jugée inacceptable par les autorités, qui ont réagi rapidement en suspendant la radio.

Le ministre de la Communication, Sidi Mohamed Raliou, a déclaré que la BBC avait diffusé des « informations erronées » susceptibles de déstabiliser la paix sociale et

de miner le moral des forces armées engagées dans la lutte contre le terrorisme. Mercredi soir, l'état-major des armées avait déjà démenti les informations concernant l'attaque de Chatoumane, qualifiant ces affirmations de « campagne d'intoxication » orchestrée par des adversaires du peuple nigérien, dans le but de saper le moral des troupes et de semer la division entre les populations et les forces de défense et de sécurité.

Des sources sécuritaires et médicales ont rapporté qu'au moins 90 soldats et une cinquantaine de civils avaient perdu la vie dans les combats. Depuis le coup d'État militaire de juillet 2023, les médias et les journalistes au Niger rencontrent de nombreuses difficultés dans l'exercice de leur profession. Une semaine après la prise de pouvoir de Mohamed Bazoum, RFI et France 24 avaient déjà été suspendues, et cette situation perdure.

En réponse à la plainte déposée par le régime nigérien, la direction de RFI a qualifié ces accusations d'« extravagantes » et de « diffamatoires », affirmant qu'elles ne reposaient sur aucun fondement et soutenant que les journalistes de RFI continuent d'exercer leur métier de manière professionnelle et indépendante, en ne publiant que des informations vérifiées.



Photo : CEI



Charles Blé Goudé négocie sa réinscription sur la liste électorale, tout sur son tête-à-tête avec le président de la CEI

Le 11 décembre 2024, Charles Blé Goudé, président du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP), a eu une rencontre cruciale avec Ibrahim Coulibaly-Kuibert, président de la Commission électorale indépendante (CEI). L'objectif principal de cette réunion était d'explorer les conditions nécessaires pour garantir un processus électoral inclusif, transparent et apaisé, des éléments essentiels pour assurer la stabilité et la paix sociale en Côte d'Ivoire.

Au cœur des discussions, la question de la réinscription de Blé Goudé sur les listes électorales a été soulevée, en vue de l'élection présidentielle de 2025. Exclu des listes suite à une condamnation à 20 ans de prison liée à la crise post-électorale de 2010, Blé Goudé conteste cette décision, qu'il considère comme une manœuvre politique visant à l'écartier du paysage politique. Il a souligné l'importance de sa réinscription pour pouvoir participer activement aux prochaines élections.

Lors de cette rencontre, Blé Goudé a également présenté plusieurs propositions destinées à améliorer l'organisation électorale en Côte d'Ivoire. Parmi ses suggestions figuraient la révision de la composition actuelle de la CEI, la réalisation d'un audit de la liste électorale, ainsi que la mise à jour de cette liste conformément aux exigences du Code électoral en vigueur. Le COJEP a également plaidé pour l'instauration d'un dialogue national républicain, afin

d'apaiser une atmosphère électorale déjà tendue. Le parti de Blé Goudé a exhorté la CEI à prendre des mesures concrètes pour restaurer la confiance entre l'institution et les citoyens et garantir la crédibilité des élections présidentielles de 2025.

Au cours de cette réunion, Charles Blé Goudé a exprimé son souhait de tourner la page sur les violences du passé et de contribuer à la réconciliation nationale. Bien qu'il ait été acquitté par la Cour pénale internationale (CPI) en 2021, il demeure sous le coup d'une condamnation en Côte d'Ivoire pour des crimes commis durant la crise post-électorale de 2010-2011. Dans ce contexte, il a formulé une demande d'amnistie. Cependant, cette requête suscite des débats au sein de l'opinion publique ivoirienne. Certains estiment qu'il est crucial de ne pas occulter les crimes passés et que la justice doit suivre son cours, tandis que d'autres soutiennent qu'une amnistie pour Blé Goudé pourrait favoriser l'apaisement et la stabilité du pays.

Le président Alassane Ouattara a déjà initié des mesures de réconciliation, notamment en accordant des grâces à d'autres personnalités politiques. La décision d'accorder ou non une amnistie à Blé Goudé est donc attendue avec une attention particulière, tant elle pourrait influencer le climat politique et social en Côte d'Ivoire à l'approche des élections.



Photo : AFP Archivre



Nouvelle attaque meurtrière d'hommes armés près de la frontière burkinabé, un village complètement incendié

Mercredi après-midi, une nouvelle attaque a frappé la localité de Libiri, située près de la frontière avec le Burkina Faso. Des hommes armés, identifiés comme des djihadistes, ont mené une opération violente contre les villageois, les forçant à fuir avant de réduire le village en cendres. Cet événement tragique s'inscrit dans un contexte de violence croissante dans la zone des trois frontières, particulièrement dans les préfectures de Téra et Gothèye.

Les assaillants, circulant à bord de dizaines de motos, ont été aperçus par des témoins, qui ont également capturé des vidéos du brasier dévastateur qui consumait le village. Les flammes étaient visibles de loin, témoignant de l'ampleur de la destruction. Après leur forfait, les djihadistes ont pris la fuite en direction de la frontière burkinabé, où les affrontements entre l'armée régulière et les membres de l'EIGS (État islamique au Grand Sahara) se sont intensifiés ces derniers temps.

Dans un autre incident tragique survenu dans la même région, à Chatoumane, des sources locales et sécuritaires rapportent qu'une

centaine de soldats auraient perdu la vie lors d'une attaque survenue mardi. De nombreux blessés ont été évacués vers le district sanitaire de Téra, et des ambulances ont été observées en grand nombre tout au long de la journée de mercredi, témoignant de l'urgence de la situation.

En dépit de ces événements alarmants, l'état-major général des forces armées nigériennes a publié un communiqué sur la télévision nationale, niant toute attaque djihadiste dans la zone. Cependant, le communiqué a confirmé que dix soldats avaient été enterrés ce mercredi au carré des martyrs à Niamey, soulignant ainsi le coût tragique de ces violences.

Cette escalade de la violence dans la région met en lumière la fragilité de la sécurité au Niger et les défis auxquels sont confrontées les forces armées dans leur lutte contre le terrorisme. Les habitants de ces zones, déjà éprouvés par des années d'insécurité, continuent de vivre dans la peur et l'incertitude, tandis que les djihadistes semblent renforcer leur emprise sur le territoire.



Photo : AFP Archivre



Un bilan tragique de 176 morts en seulement deux jours de bombardements

Les récents bombardements au Soudan ont causé la mort d'au moins 176 personnes, selon des sources officielles, des organisations de la société civile et des avocats pro-démocratie, rapportés par l'AFP. Depuis le début du conflit en avril 2023, qui oppose l'armée régulière aux Forces de soutien rapide (FSR), le pays a connu une escalade de la violence, entraînant des dizaines de milliers de morts et plus de onze millions de déplacés. Cette situation a engendré l'une des crises humanitaires les plus graves de ces dernières années, selon les Nations Unies.

Les bombardements menés par les forces paramilitaires sur Omdourman, une banlieue proche de la capitale, ont fait au moins 65 victimes et des centaines de blessés mardi. Le gouverneur de l'État de Khartoum, Ahmed Othman Hamza, a qualifié cet événement de « massacre », soulignant qu'un obus tiré sur un bus de passagers a tué toutes les 22 personnes à bord.

La journée de mardi a été marquée par des combats particulièrement intenses entre l'armée, dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhan, et les FSR, anciennement alliés, sous le commandement du général Mohamed Hamdane Daglo. Les civils, pris au piège dans ce conflit, sont devenus des victimes collatérales des deux camps.

Le jour précédent, un bombardement attribué à l'armée a causé plus de 100 morts à Kabkabiya, une ville située à 150 km d'El Fasher. Abdalazeem Attahir, membre de l'organisation Emergency Lawyers, a expliqué que l'armée

visait une position des paramilitaires, mais que la proximité d'un marché a entraîné la mort de nombreux civils. Il a également souligné que les avions de l'armée, datant de l'époque soviétique, manquent de précision.

« Ce type d'incident se produit fréquemment au Darfour. Les civils sont souvent les premières victimes des deux camps. Bien que la majorité des exactions soient attribuées aux paramilitaires, l'armée n'est pas exempte de violations », a déclaré Attahir. Il a insisté sur le fait que ces actions constituent de graves violations du droit humanitaire, rappelant que l'armée a la responsabilité de protéger les civils, tandis que les FSR ne devraient pas établir leurs camps en milieu urbain, utilisant ainsi les civils comme boucliers humains.

D'autres incidents tragiques ont été rapportés, notamment six morts dans l'État du Kordofan-Nord à la suite de l'explosion d'un drone non identifié. Dans le camp de déplacés de Zamzam, au Darfour-Nord, des bombardements des forces paramilitaires ont également causé la mort de cinq personnes, selon la Coordination générale du Darfour des camps de déplacés et de réfugiés.

L'ONG Human Rights Watch a, pour sa part, accusé les FSR et leurs alliés de milices arabes d'avoir commis de nombreuses exactions contre des civils dans l'État du Kordofan-Sud entre décembre 2023 et mars 2024. Cette situation désastreuse souligne l'urgence d'une intervention humanitaire et d'une résolution pacifique du conflit pour protéger les populations vulnérables.



Photo : AFP Archivre



L'armée française amorce son retrait de N'Djamena, les premiers avions de combat ont quitté le pays

L'armée française a amorcé son retrait du Tchad, comme l'a annoncé l'état-major des armées tchadiennes dans un communiqué officiel le mardi 10 décembre. Cette décision fait suite à la rupture des accords de coopération, de défense et de sécurité, annoncée par le gouvernement tchadien le 28 novembre dernier. Une source gouvernementale tchadienne a précisé : « C'était une volonté du Tchad, et la France a fait preuve de bonne volonté. » Toutefois, la rapidité avec laquelle les premiers avions de combat français ont quitté le pays a surpris de nombreux observateurs. « C'est allé plus vite que prévu », a confié cette même source. Après l'annonce de la rupture des accords, le ministre tchadien des Affaires étrangères, Abderaman Koulamallah, avait évoqué un délai d'environ six mois pour le retrait. Cependant, deux jours plus tard, le Premier ministre a exprimé le souhait que ce retrait s'effectue dans les plus brefs délais. Ce mardi, la France a répondu à cette demande en faisant décoller deux Mirage 2000 de la base aérienne d'Adji Kossei à 13h15, accompagnés d'un MRTT, un avion de ravitaillement, en direction de la France. « C'est une première étape vers le désengagement des forces militaires françaises », a déclaré Abderaman Koulamallah.

Le troisième Mirage, quant à lui, n'a pas pu quitter le sol tchadien en raison d'une panne de moteur. « Les avions étaient cloués au sol depuis deux semaines », a expliqué une source gouvernementale, soulignant que cet aspect technique a également contribué à la rapidité du retrait décidé par la France. La présence aérienne française avait fourni un soutien opérationnel crucial, comme l'a souligné Remadji Hoinaty, chercheur à l'Institut d'études de sécurité (ISS) : « Ces Mirage ont souvent accompagné l'armée tchadienne, réalisant des tirs de semonce pour intimider les adversaires sur le champ de bataille. » Ce retrait marque un tournant historique, car le Tchad a longtemps été un point d'ancrage stratégique pour l'armée de l'air française. La dernière fois que cette dernière avait quitté le sol tchadien, c'était en 1976, à la demande du président Félix Malloum, avant de revenir la même année pour soutenir l'armée tchadienne face à la progression des rebelles du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat). Les discussions entre Paris et N'Djamena se poursuivent concernant le désengagement des autres capacités militaires françaises présentes au Tchad, y compris le retrait des 1 000 soldats actuellement déployés.



Barthélémy Dias, le maire de Dakar, déchu de son mandat parlementaire, annonce son intention de déposer un recours

Le 9 décembre 2024, Barthélémy Dias, maire de Dakar, a annoncé son intention de déposer un recours suite à sa déchéance de mandat parlementaire, une décision faisant suite à une condamnation pour homicide remontant à 2017. Cette condamnation, confirmée en appel et validée par la Cour suprême en décembre dernier, a suscité de vives réactions au sein de l'opinion publique.

« Je ne cherche pas à revenir à l'Assemblée nationale, mais je souhaite que les Sénégalais puissent constater par eux-mêmes si les actuels dirigeants croient réellement en l'État de droit », a affirmé Dias lors d'une conférence de presse, soulignant sa détermination à ne pas se laisser intimider.

La semaine précédente, le maire de Dakar avait été officiellement déchu de son mandat parlementaire en raison de cette condamnation, qui fait suite à un incident tragique survenu en 2011, lorsqu'un homme, Ndiaga Diouf, avait été tué par balle devant la mairie de Mermoz-Sacré-Cœur, dont Barthélémy Dias était le responsable à l'époque.

Devant la presse, Barthélémy Dias a précisé : « Nous avons décidé de déposer un recours non pas pour retrouver notre siège à l'Assemblée, mais pour mettre en lumière l'incohérence des décisions prises par le pouvoir en place. Il est inacceptable de me radier tout en laissant

d'autres députés, également condamnés, siéger sous prétexte qu'ils auraient suspendu leur mandat. »

Il a ajouté : « Si c'est une question de radiation, alors je demande également que d'autres députés, qui ont eux aussi été définitivement condamnés, soient radiés. Sinon, cela ne peut être qu'une application inégale de la justice. » Barthélémy Dias a également tenu à clarifier que la décision de la Cour suprême ne constitue pas un jugement, mais plutôt une constatation des faits. « La Cour suprême ne juge pas, elle constate. Il est important de le rappeler », a-t-il insisté.

Pour conclure, il a averti : « Ce qui se trame actuellement ne se limite pas à l'Assemblée nationale. Il y a des enjeux plus profonds, et nous ne resterons pas les bras croisés face à cela. »

Élu lors des législatives anticipées du 17 novembre 2024, Barthélémy Dias fait partie de la coalition d'opposition Samm Sa Kaddu, qui a récemment vu l'un de ses membres radiés pour une condamnation à deux ans de prison, dont six mois ferme. Ce contexte politique tendu souligne les défis auxquels le Sénégal est confronté en matière de justice et de gouvernance, alors que les acteurs politiques s'affrontent dans un climat de méfiance croissante.

Photo : Facebook



TIDJANE THIAM VS JEAN-LOUIS BILLON

DUEL POUR L'AVENIR DU PDCI ET DE LA CÔTE D'IVOIRE

TIDJANE THIAM VS JEAN-LOUIS BILLON

Le paysage politique ivoirien est en pleine ébullition à l'approche de l'élection présidentielle de 2025. Au cœur des débats, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA), l'un des partis les plus anciens et influents du pays, est le théâtre d'une lutte de pouvoir. Deux figures emblématiques s'y affrontent : Tidjane Thiam, technocrate de renommée internationale, récemment élu président du parti, et Jean-Louis Billon, homme d'affaires influent et ancien ministre, qui s'est officiellement déclaré candidat à la présidentielle.

Ces deux hommes, aux parcours et aux visions différents, incarnent les tensions et les aspirations d'un PDCI en quête de renouveau. Derrière leurs discours et stratégies médiatiques se cachent des enjeux profonds : modernisation économique,

réformes politiques et positionnement de la Côte d'Ivoire sur la scène internationale. Ce duel va bien au-delà d'un simple affrontement de personnalités ; il soulève une question fondamentale : quelle direction pour l'avenir du pays ?

Dans ce grand format, nous explorons les principaux aspects de cette confrontation. À travers cette analyse, c'est une bataille d'idées et de leadership qui se dessine, avec des répercussions potentielles sur toute la scène politique nationale.

Le PDCI-RDA, en tant que bastion historique de la démocratie ivoirienne, joue une fois de plus un rôle central. Sa capacité à surmonter les divisions internes et à choisir une direction claire pourrait redéfinir non seulement son avenir, mais aussi celui du pays.

Entre ambitions personnelles, idéaux politiques et attentes populaires, Tidjane Thiam et Jean-Louis Billon incarnent deux voies possibles pour la Côte d'Ivoire : l'ouverture technocratique ou l'ancrage local. Qui saura convaincre ?

PORTRAITS CROISÉS : QUI SONT-ILS ?

Tidjane Thiam l'internationaliste au cœur du local

Tidjane Thiam est bien plus qu'un technocrate ; il incarne une figure emblématique de la réussite africaine sur la scène mondiale. Né à Abidjan en 1962, il appartient à une lignée prestigieuse, avec des racines à la fois politiques et intellectuelles. Diplômé de l'École Polytechnique, de l'École des Mines en France et de l'Insead, il s'est ensuite distingué par son passage chez McKinsey & Company.

Il occupe également le poste de DG des Grands Travaux (actuel BNEDT), puis de ministre du plan en Côte d'Ivoire sous la présidence de Henri Konan Bédié.

Sa carrière a atteint son apogée lorsqu'il est devenu PDG de Prudential, puis de Credit Suisse, deux géants mondiaux de la finance. Sous sa direction, Credit Suisse a connu une transformation stratégique majeure, bien qu'entachée par des controverses liées à des scandales internes.

Son élection à la présidence du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA) en décembre 2023 marque un tournant politique significatif. Il succède à Henri Konan Bédié, chef historique du parti, et incarne un vent de renouveau, bien qu'il soit parfois perçu comme un «outsider» sur le terrain politique ivoirien, après une vingtaine d'années passées hors du pays.

Critiqué pour sa prétendue méconnaissance des réalités locales et ses liens limités avec la base militante, Tidjane Thiam répond par sa vision moderniste et sa capacité à mobiliser des ressources intellectuelles et financières pour le développement.

Ses partisans voient en lui un homme capable de réconcilier tradition et innovation au sein du PDCI, mais ses détracteurs mettent en doute sa capacité à maîtriser les subtilités d'un paysage politique ivoirien souvent marqué par des luttes d'influence complexes.





Jean-Louis Billon le réformateur intrépide

Jean-Louis Billon, de son côté, est une figure profondément ancrée dans la réalité ivoirienne. Issu d'une des familles les plus influentes du secteur privé et formé en Franc et aux Etats-Unis, il est l'héritier et dirigeant du groupe SIFCA, un géant de l'industrie agroalimentaire en Afrique de l'Ouest. Visionnaire et pragmatique, il a fait de son empire familial un acteur clé dans les secteurs du cacao, du sucre et du palmier à huile, des piliers économiques de la Côte d'Ivoire. A la tête de la mairie de Dabakala depuis le début des années 2000, sa carrière politique a connu un coup d'accélérateur lorsqu'il a été nommé ministre du Commerce sous le président Alassane Ouattara (2012-2016). Ex-Président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, il s'est illustré par sa capacité à défendre les intérêts économiques du pays tout en prônant des réformes ambitieuses pour moderniser le secteur privé.

Jean-Louis Billon est cependant plus qu'un technocrate : il est un orateur charismatique, reconnu pour son franc-parler et son engagement en faveur d'un développement inclusif. En déclarant officiellement sa candidature à l'élection présidentielle de 2025, il a défié l'autorité de Tidjane Thiam, appelant à une refonte radicale du parti pour répondre aux attentes des jeunes et des classes populaires.

Pour Billon, moderniser le PDCI signifie rompre avec certaines pratiques jugées obsolètes et insuffler une dynamique de changement qui résonne avec les défis contemporains. Bien que son franc-parler lui ait valu des inimitiés, il demeure une voix incontournable dans le débat politique ivoirien, prêt à disputer le leadership à Tidjane Thiam.

LES RÉCENTS ÉCHANGES MÉDIATIQUES : ENTRE CONFRONTATIONS ET STRATÉGIES



Les tensions entre Tidjane Thiam et Jean-Louis Billon, jusque-là en sourdine, ont récemment éclaté au grand jour à travers une série d'échanges houleux par médias interposés. Ces prises de position publiques traduisent une lutte de pouvoir de plus en plus ouverte au sein du PDCI-RDA, avec en toile de fond la préparation de l'élection présidentielle de 2025.

Les attaques de Billon : des critiques acerbes et directes

Jean-Louis Billon n'a pas mâché ses mots à l'encontre de Tidjane Thiam.

Lors d'une interview télévisée sur NCI (la Nouvelle Chaîne Ivoirienne), il a ouvertement remis en question la légitimité de celui-ci à être le candidat du PDCI-RDA lors de la prochaine élection présidentielle, pointant du doigt son absence prolongée de la scène nationale et son manque supposé d'expérience politique locale.

Selon Billon, diriger un parti historique comme le PDCI nécessite une proximité avec les réalités du pays et une capacité à fédérer une

base militante qui ne se construit pas depuis l'étranger.

Il a également critiqué l'entourage de Thiam, qu'il a qualifié de « ropéros » (expression populaire ivoirienne issue du nouchi, et désignant une personne qui suit une personnalité pour son argent ou sa célébrité) l'induisant en erreur.

A la question de savoir s'il entendait se plier au verdict issu de la convention, il a précisé que cela dépendrait de la manière dont celle-ci serait gérée.

La riposte de Thiam: sérénité et confiance affichées

En réponse à ces attaques, Tidjane Thiam a choisi un ton plus mesuré, mais non moins ferme. Lors de la rubrique 20 heures 25 diffusée sur sa chaîne YouTube, il a déclaré ne pas craindre la compétition, les postes auxquels il a accédé ayant été obtenus « au mérite », et pas par « filiation » - passage ayant été interprété comme une pique en direction de son adversaire du moment, héritier d'un groupe familial.

Il est notamment revenu sur son parcours à l'international qui selon ses propos, l'a poussé à compétir avec des personnes venant de géographies diverses. Pour lui, le PDCI est une grande maison où le débat est sain et nécessaire, et il se dit prêt à affronter tout candidat lors de la convention du parti. « Je les attends et je les battraï », assène-t-il.

Un avant-goût de la convention de 2025

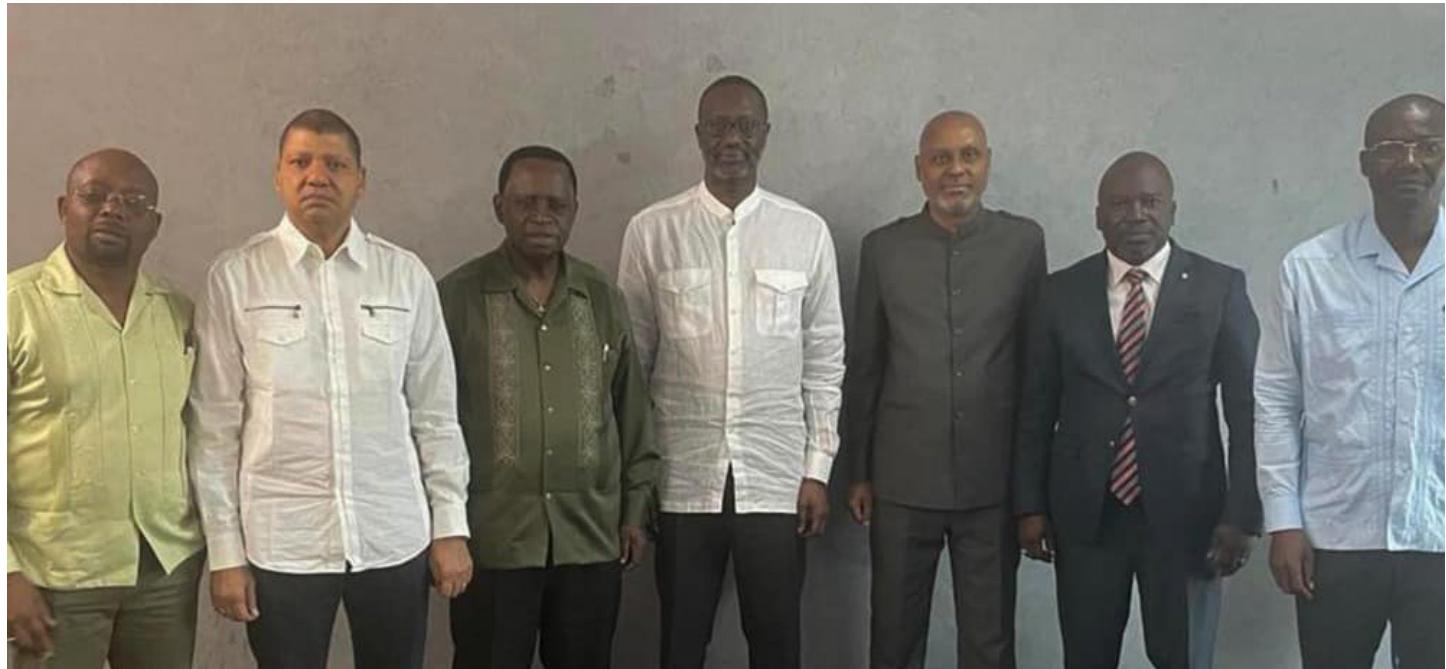
Ces échanges acerbes ne sont qu'un prélude aux débats internes qui s'annoncent au sein du PDCI. La convention du parti, qui devrait se tenir en 2025, sera un moment décisif pour trancher.

Ce duel médiatique, bien qu'animé par des tensions personnelles, reflète également des

enjeux plus profonds : la quête d'identité du PDCI dans un paysage politique ivoirien en pleine mutation. Les semaines à venir s'annoncent décisives pour clarifier les positions et déterminer qui, de Thiam ou Billon, parviendra à imposer sa vision pour l'avenir du parti et du pays.



UNE OPPOSITION FRAGILISÉE ?



La lutte pour le leadership du PDCI-RDA ne se joue pas seulement à l'intérieur des murs du parti. Elle s'inscrit dans un contexte politique ivoirien plus large, marqué par la domination d'un RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix) solidement ancré au pouvoir sous la direction du président Alassane Ouattara. Ce duel interne au PDCI révèle des failles dans l'opposition et pose des questions sur sa capacité à constituer une alternative crédible face au parti au pouvoir.

Historiquement, le PDCI a été l'un des piliers du système politique ivoirien. Pourtant, les tensions internes entre Thiam et Billon exposent une opposition en quête de repères. Les luttes intestines du PDCI affaiblissent sa capacité à incarner une alternative crédible face au RHDP. Alors que le parti au pouvoir bénéficie d'une structure organisationnelle solide et d'une discipline interne, le PDCI donne l'image d'un mouvement fragmenté et incapable de définir une stratégie cohérente.

Le RHDP bénéficie d'une base militante fidèle, d'un contrôle institutionnel fort et d'un leadership stable. Sous la présidence

d'Alassane Ouattara, le parti a renforcé son emprise sur les institutions,

Avec une opposition éclatée en PPA-CI, FPI, Cojep, MGC, PDCI, sans stratégie cohérente de coalition ou d'union, les chances d'accéder au pouvoir sont minces.

Pour espérer rivaliser avec le RHDP, le PDCI devra probablement chercher à construire des alliances avec d'autres forces politiques. Cependant, les tensions internes et l'absence de stratégie commune peuvent compliquer ces perspectives.

Avec son contrôle des institutions et des ressources, le RHDP part avec une longueur d'avance. Pour le PDCI, il ne suffira pas d'avoir un candidat ; il faudra aussi une stratégie claire pour mobiliser l'électorat, notamment les jeunes, les femmes et les zones rurales, des segments souvent négligés par l'opposition.

Photo : SIKAFINANCE

ECONOMIE

**CAMEROUN**

LE BUDGET DE 7 318 MILLIARDS FCFA POUR L'ANNÉE 2025 ADOPTÉ PAR LE PARLEMENT



Photo : JA

Le 7 décembre, l'Assemblée nationale du Cameroun a approuvé le projet de budget de l'État pour l'exercice 2025, qui s'établit à 7 317,7 milliards FCFA, soit environ 11,8 milliards de dollars. Ce budget marque une légère augmentation de 0,5 % par rapport à celui de 2024.

Cette année, les dépenses budgétaires connaissent une hausse significative de 5,4 %, principalement en raison des charges de personnel, des intérêts sur la dette et des investissements en capital. Bien que la part des investissements dans le budget total soit relativement modeste, représentant 25 % (1 863,1 milliards FCFA), elle a tout de même enregistré une progression de 16,1 % par rapport à l'année précédente.

En ce qui concerne les recettes, le gouvernement de Yaoundé prévoit une diminution de 66,8 milliards FCFA des revenus pétroliers, attribuée à la baisse des prix mondiaux du baril ainsi qu'à la dévaluation du dollar par rapport au franc CFA. Pour compenser cette perte, l'exécutif entend renforcer la pression fiscale et élargir la base des contribuables, en incluant notamment les

salariés et les retraités, afin d'augmenter les recettes intérieures à 5 548,1 milliards FCFA, ce qui représente une hausse de 6 %.

Pour faire face à un déficit de trésorerie estimé à 1 795 milliards FCFA, le Cameroun prévoit de recourir à divers instruments financiers. Cela inclut des tirages extérieurs sur des prêts de projets (840 milliards FCFA), des émissions de titres publics (380 milliards FCFA), un financement bancaire (220,6 milliards FCFA), des appuis budgétaires du FMI (165 milliards FCFA) et des financements exceptionnels (189,4 milliards FCFA).

Le budget 2025 a été élaboré sur la base d'une prévision de croissance du PIB de 4,1 % et d'un taux d'inflation de 4 %. Après son adoption par l'Assemblée nationale, le projet de budget devra encore être validé par le Sénat avant d'être promulgué par le président de la République.

Cette démarche budgétaire s'inscrit dans un contexte économique où le gouvernement cherche à stabiliser les finances publiques tout en répondant aux besoins croissants de développement et d'investissement dans le pays.



Photo : Getty Images



Les prix du carburant à la pompe chutent de 80 FCFA

Depuis le 10 décembre, le Togo a annoncé une baisse significative des prix des produits pétroliers, en particulier des carburants à la pompe. Cette décision, prise par les autorités, vise à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et à réduire les coûts de transport à travers le pays. Dans un communiqué officiel, il a été précisé que cette initiative a également pour objectif de soutenir la mobilité des populations et de dynamiser l'économie nationale.

Concrètement, le prix du gasoil, largement utilisé par les véhicules de transport en commun et de marchandises, a été réduit de 80 FCFA par litre, passant de 775 à 695 FCFA, soit une diminution de 10 %. De son côté, le super sans plomb, communément appelé essence, se vend désormais à 680 FCFA le litre, contre 700 FCFA auparavant, ce qui représente une baisse de 20 FCFA (-2,85 %). Le mélange 2 temps a également subi un ajustement, son prix étant désormais fixé à 769 FCFA le litre, contre 788 FCFA précédemment, soit une réduction de 19 FCFA (-2,41 %). En revanche, le prix du pétrole lampant, essentiel pour de nombreux ménages ruraux, reste inchangé à 650 FCFA le litre.

Pour mettre ces changements en perspective, il est intéressant de comparer les prix au Togo

avec ceux de la Côte d'Ivoire. Actuellement, le litre de gasoil y est vendu à 715 FCFA, tandis que le super sans plomb atteint 875 FCFA. Ces tarifs sont en vigueur depuis le 1er octobre 2023, date du dernier ajustement à la hausse. Le pétrole lampant, quant à lui, est proposé à 754 FCFA le litre.

Cette décision de baisse des prix est perçue comme une bouffée d'oxygène pour les usagers, contribuant ainsi à renforcer le pouvoir d'achat de la population. Elle intervient dans un contexte où les prix du baril de pétrole sur le marché international ont connu une tendance à la baisse ces derniers mois. Par exemple, le baril de Brent, référence mondiale, a clôturé la semaine dernière à 71 dollars. Cette dynamique a alimenté les revendications des associations de consommateurs, qui ont exercé une pression croissante pour que les baisses des cours mondiaux soient répercutées sur le marché local.

En somme, cette initiative des autorités togolaises pourrait avoir des répercussions positives sur l'économie locale, en allégeant le fardeau financier des ménages et en stimulant les activités économiques dans un contexte où la population fait face à de nombreux défis.

AFRIQUE DE L'OUEST

ECONOMIE



Photo : Getty Imzges



Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso : Le Fonds africain de développement investit 156 millions d'euros dans un projet routier ambitieux

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement a récemment donné son feu vert à un financement de 156,66 millions d'euros destiné à moderniser des axes routiers stratégiques reliant le Burkina Faso et le Mali à la Côte d'Ivoire. Ce projet ambitieux prévoit la réhabilitation de 242 kilomètres de routes transfrontalières, essentielles pour améliorer la connectivité de ces deux pays enclavés d'Afrique de l'Ouest.

Au Burkina Faso, les fonds seront alloués à la modernisation de la route Bobo-Dioulasso-Banfora, longue de 155 kilomètres, ainsi qu'à la construction de la bretelle Banfora-Orodara, longue de 42 kilomètres. De plus, un pont de 100 mètres sur la rivière Léraba sera renforcé, et des aménagements urbains et ruraux seront réalisés pour dynamiser l'économie locale et améliorer les conditions de vie des habitants.

Du côté du Mali, les travaux se concentreront sur la route Bougouni-Garalo, longue de 45

kilomètres, qui constitue un corridor vital reliant le pays à la Côte d'Ivoire. Ces infrastructures faciliteront les échanges commerciaux vers les ports d'Abidjan et de San Pedro, renforçant ainsi le commerce intrarégional et stimulant le développement économique de la région.

Ce projet, cofinancé par la Banque islamique de développement et l'Union européenne, a pour objectif d'améliorer la logistique régionale, de réduire les obstacles administratifs aux frontières et de faciliter l'accès aux services essentiels pour les communautés locales. Ces investissements représentent une avancée significative dans le renforcement des infrastructures africaines, contribuant à l'intégration économique et à la prospérité des pays concernés.

En somme, cette initiative marque une étape cruciale dans le développement des infrastructures routières en Afrique de l'Ouest, favorisant ainsi la coopération régionale et le bien-être des populations.

Photo : Eglise Catholique CI

SOCIETE



L'ARCHEVÊQUE IGNACE BESSI DOGBO NOMMÉ CARDINAL PAR LE PAPE FRANÇOIS



Monseigneur Ignace Bessi Dogbo, archevêque d'Abidjan, a été élevé au rang de cardinal par le pape François, une nomination qui marque un moment significatif pour la Côte d'Ivoire et l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. À 63 ans, cet homme de foi, reconnu pour son engagement indéfectible en faveur de la réconciliation et de la paix, incarne un symbole d'espoir pour son pays.

Le 7 décembre 2024, Ignace Bessi Dogbo a été créé cardinal lors d'une cérémonie au Vatican, une annonce qui a pris de nombreux observateurs par surprise, notamment en raison du fait que son prédécesseur à la tête de l'archevêché d'Abidjan est encore cardinal électeur. Cette nomination met en lumière l'importance que le pape François accorde à l'engagement de l'archevêque en faveur de valeurs fondamentales telles que le pardon et la cohésion sociale. Le lendemain de sa nomination, Mgr Bessi Dogbo a assisté à une messe solennelle à la basilique Saint-Pierre, célébrant l'Immaculée Conception aux côtés du pape.

Ignace Bessi Dogbo ne se limite pas à son rôle d'homme d'Église ; il est également un ardent défenseur de la paix. Depuis plusieurs années, il plaide pour la libération des prisonniers politiques liés à la crise post-électorale de 2010-2011. Son message de pardon résonne

particulièrement à l'approche des élections de 2025, une période souvent marquée par des tensions en Côte d'Ivoire. Pour les fidèles de la cathédrale Saint-Paul à Abidjan, cette élévation est perçue comme une véritable bénédiction. Georges, un paroissien, exprime sa conviction que cette nomination apportera un souffle nouveau à la communauté.

La nomination de Mgr Bessi Dogbo dépasse les frontières ivoiriennes et est perçue comme une reconnaissance pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, une région souvent négligée dans les sphères ecclésiastiques. Avec cette élévation, le Vatican envoie un message fort de soutien à une région en quête de stabilité et de paix. Récemment reçu par le président Alassane Ouattara, Ignace Bessi Dogbo a réaffirmé son engagement à prier pour la paix et le développement du pays. Son rôle de médiateur et de bâtisseur de ponts entre les différentes communautés ivoiriennes prend désormais une dimension internationale.

Les attentes envers le nouveau cardinal sont élevées, mais il peut compter sur la ferveur et le soutien indéfectible de ses fidèles. Cette nomination est non seulement un honneur pour Mgr Bessi Dogbo, mais également un espoir renouvelé pour la Côte d'Ivoire et l'Afrique de l'Ouest, qui aspirent à un avenir de paix et de prospérité.

BRÈVES



ALGÉRIE

Les médias proches du pouvoir glorifient les services de renseignement pour avoir déjoué un « complot français »

SÉNÉGAL

Pape Thiaw nommé sélectionneur de l'équipe nationale de Football

TCHAD

Le président Mahamat Idriss Déby élevé au rang de maréchal

RDC

Le gouvernement opte pour un retrait graduel de la MONUSCO

RWANDA

Candidature officielle pour un Grand Prix de Formule 1

CEDEAO

l'Organisation acte la sortie des pays de l'AES



Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

 (+33) 7 55 89 00 81

 (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :

